

BRÈVES ÉCONOMIQUES Service économique régional de Canberra

Le Service économique régional (SER) de Canberra est heureux de partager les brèves Australie, Nouvelle-Zélande, Pacifique du 8 au 14 mai 2026.

À Retenir

- [Australie](#) : Présentation du budget fédéral 2026-27
- [Nouvelle-Zélande](#) : Un nouveau cadre réglementaire pour la restauration écologique
- [Pacifique](#) : Les dirigeants du Forum des îles du Pacifique coordonnent une réponse à la crise du carburant

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE Australie

1,0% du PIB

Déficit public estimé pour
l'année 2026-27

Le budget 2026-27 annoncé le 12 mai par le Trésorier, Jim Chalmers, s'inscrit dans un contexte de ralentissement de l'économie australienne et de pressions inflationnistes, marqué par les tensions géopolitiques. Le déficit public devrait représenter 1,0 % du PIB en 2026-27, soit un niveau stable par rapport à 2025-26. Sur le plan fiscal, le gouvernement réforme en profondeur la taxation des plus-values (*capital gain tax*) : la réduction forfaitaire de 50 % est remplacée par un mécanisme d'indexation sur l'inflation, assortie de l'introduction d'un taux minimum d'imposition de 30 % sur les gains à compter du 1er juillet 2027. Le dispositif de *negative gearing* est également resserré, la déductibilité des pertes sur revenus salariaux étant désormais limitée aux investissements dans le logement neuf. En parallèle, le budget renforce les mesures de soutien au pouvoir d'achat avec l'introduction, à partir de 2027-28, d'un crédit d'impôt permanent de 250 AUD pour les travailleurs, venant compléter les baisses d'impôt déjà prévues ainsi que la déduction fiscale instantanée de 1 000 AUD. Par ailleurs, les seuils de revenus ouvrant droit à une exonération ou à un taux réduit de la contribution Medicare sont relevés de 2,9 % pour les célibataires, les familles et les seniors. L'analyse des différentes mesures fait apparaître une redistribution en faveur des ménages et des primo-accédants. Si le budget est largement perçu comme structurant et orienté vers la soutenabilité à moyen terme, certains économistes soulignent une portée économique limitée et des effets incertains sur la productivité et sur la crise du logement. [AFR](#), [The Guardian](#)

AUSTRALIE

Le budget 2026-27 prévoit plusieurs mesures de soutien au secteur de la santé publique

Le budget australien renforce le secteur de la santé publique avec plusieurs mesures. Les hôpitaux publics bénéficieront de 25 Md AUD supplémentaires sur cinq ans, afin de soutenir la montée en charge des services hospitaliers, une mesure déjà annoncée en mars 2026. Le Pharmaceutical Benefits Scheme reçoit 5,9 Md AUD additionnels sur cinq ans pour élargir la liste des médicaments remboursés. Enfin, la recherche médicale bénéficiera d'une enveloppe supplémentaire de 600 M AUD pour soutenir l'innovation et les essais cliniques. [The Guardian](#), [AFR](#)

Budget 2026-27 : réorientation des investissements ferroviaires vers le transport de passagers

Le budget fédéral 2026-27 réoriente significativement les investissements ferroviaires du fret vers le transport de passagers. Le projet de ligne de fret « Inland Rail », passant par l'intérieur des terres entre Melbourne et Brisbane, sera désormais limité à Parkes, en Nouvelle-Galles du Sud, permettant de réaliser 4,4 Md AUD d'économies. En substitution de l'achèvement du projet, 1,7 Md AUD sont réalloués à la rénovation et à l'amélioration du réseau ferroviaire de fret. Ce désengagement de l'État envers le fret s'inscrit dans une dynamique de long terme. La part du rail dans le transport de marchandises a fortement reculé au cours des dernières décennies : elle représentait environ 28 % du fret sur le corridor Melbourne–Sydney en 1994-95, contre seulement 2 % en 2024. En parallèle, le gouvernement met davantage l'accent sur le transport de passagers, avec 3,8 Md AUD consacrés au Suburban Rail Loop de Melbourne, portant la contribution du gouvernement à 6,0 Md AUD, ainsi que 660 M AUD au projet de ligne à grande vitesse entre Newcastle et Sydney, et 50 M AUD pour la modernisation de la ligne Sydney–Canberra. [The Conversation](#), [The Guardian](#)

Les actions phares du budget fédéral 2026-2027 concernant les énergies

Le gouvernement a confirmé la fin, en juin, de la réduction des taxes sur les produits pétroliers mise en place depuis début avril, une mesure dont le coût budgétaire total est estimé à 2,9 Md AUD. Le gouvernement cherche à répondre aux risques d'approvisionnement pétrolier liés au conflit au Moyen-Orient en prévoyant 7,5 Md AUD en prêts et garanties destinés aux raffineries afin de les aider à constituer des stocks de pétrole plus importants. Le gouvernement consacre aussi 3,2 Md AUD à la création d'une réserve fédérale stratégique d'urgence de kérozène et de diesel. La réduction fiscale sur les véhicules électriques est revue à la baisse : jusqu'en 2027, les véhicules de moins de 75 000 AUD resteront admissibles, tandis que ceux dépassant ce seuil bénéficieront d'une réduction de seulement 25 %. À partir d'avril 2029, ce taux de 25 % sera généralisé aux véhicules de moins de 75 000 AUD, avec des économies de 1,7 Md AUD attendues sur les quatre prochaines années. D'autres budgets sont revus à la baisse : Hydrogen Headstart perd 1 Md AUD et le soutien à la fabrication de

panneaux solaires est réduit de 300 M AUD. Une hausse des subventions est toutefois à noter pour les micromobilités électriques : 7 M AUD seront investis sur trois ans afin de réformer le cadre national de sécurité applicable aux appareils de micromobilité électrique. Enfin, 3 M AUD en 2026-2027 permettront à l'*Australian Energy Market Operator* d'engager les travaux nécessaires à la mise en œuvre d'une politique de réservation de gaz. [The Guardian](#), [AFR](#), [ABC News](#), [DCCEEW](#)

Les actions phares du budget fédéral 2026-2027 concernant l'environnement

Le gouvernement australien prolonge le financement du programme Saving Native Species avec une enveloppe de 110 M AUD sur deux ans à compter de 2026-2027 afin de poursuivre les actions de protection des espèces indigènes. Il prévoit également 89 M AUD sur quatre ans pour moderniser l'information environnementale et améliorer l'expérience des promoteurs, notamment grâce à un meilleur accès aux données environnementales et à une révision des directives réglementaires. La protection de la Grande Barrière de corail bénéficiera par ailleurs de 57 M AUD sur deux ans pour poursuivre la mise en œuvre du plan de durabilité Reef 2050. Enfin, 50 M AUD sur deux ans seront consacrés à la préparation de la COP31 afin de permettre à l'Australie d'assurer la présidence des négociations climatiques et de soutenir l'organisation de la pré-COP dans le Pacifique. [DCCEEW](#)

Le projet de centrale hydroélectrique STEP de Kidston, en cours de construction, est de nouveau retardé

Le projet de STEP de Kidston, dans le Queensland, voit sa mise en service retardée de six mois supplémentaires, à juillet 2027. Le projet, développé par Genex Power et d'une puissance de 250 MW, devait être opérationnel en 2024. Ce nouveau retard jette un doute supplémentaire sur un élément clé de la feuille de route énergétique du gouvernement de David Crisafulli. Le directeur général de Genex Power justifie ce retard par la complexité de ce type de projet, qui n'a pas été réalisé dans l'État depuis 40 ans. Le dernier projet de centrale hydroélectrique à accumulation par pompage mis en service dans le Queensland est la centrale de Wivenhoe, d'une puissance de 570 MW, qui a été inaugurée en 1984. [AFR](#)

La noix de macadamia attire des investisseurs dont Apple

Le géant de la tech Apple investit dans la production de noix de macadamia, en particulier dans le Queensland. Un projet d'envergure particulièrement important est une exploitation de 800 000 arbres, sur 1 800 ha, sur d'anciennes terres de canne à sucre. Apple a indiqué que son investissement s'inscrivait dans sa stratégie de neutralité carbone à 2030, et ce bien que, à ce stade, il n'y ait pas de méthodologie approuvée en Australie pour le stockage de carbone dans cette filière. L'entreprise, comme d'autres investisseurs, parie sur une reconnaissance à venir au vu des caractéristiques de faibles émissions des arbres de macadamia. [ABC](#)

NOUVELLE-ZELANDE

L'OCDE appelle à des réformes, Wellington défend sa stratégie énergétique

Dans son dernier rapport sur la Nouvelle-Zélande, l'OCDE estime que l'économie entre dans une phase de reprise progressive après plusieurs années de ralentissement, tout en soulignant la fragilité de cette dynamique. L'organisation prévoit une croissance du PIB de 1,4 % en 2026, puis de 2,3 % en 2027, soutenue par l'assouplissement monétaire et la résilience des exportations. Elle met toutefois en garde contre les risques liés aux tensions géopolitiques et à la volatilité des prix de l'énergie, susceptibles d'alimenter de nouvelles pressions inflationnistes. L'OCDE recommande une série de réformes structurelles visant à renforcer durablement la productivité, sécuriser l'approvisionnement énergétique et approfondir les marchés de capitaux. Le rapport souligne également les pressions croissantes exercées par le vieillissement démographique sur les finances publiques, notamment via les dépenses de santé et de retraite. Le Premier ministre Christopher Luxon a par ailleurs rejeté les critiques de l'OCDE sur le projet du gouvernement d'importation de GNL, défendant une mesure destinée à renforcer la sécurité énergétique du pays. [RNZ](#), [RNZ](#)

Le Gouvernement précise les modalités de rationnement des carburants en cas de crise majeure d'approvisionnement

Le Gouvernement a finalisé son plan national de gestion des pénuries de carburant, qui prévoit un rationnement uniquement en cas de crise majeure et prolongée (phase 4). Dans ce scénario, l'accès au carburant serait garanti, sans plafond, aux services d'urgence, hôpitaux, opérateurs de transport public, producteurs d'électricité, banques et autres infrastructures essentielles. Les secteurs du fret, de la logistique et de l'agroalimentaire bénéficieraient également d'un accès prioritaire, sous réserve de plans de réduction de leur consommation. Les entreprises et associations seraient soumises à des objectifs d'économie plus stricts, tandis que les particuliers feraient face à des plafonds d'achat à la pompe. Le gouvernement souligne que ce dispositif reposera sur un régime déclaratif encadré par des contrôles ponctuels. [RNZ](#)

Les mesures prises en matière de gestion forestière après les ravages causés par le Cyclone Gabrielle de 2023 restent peu concluantes

Une étude récente montre que les nouvelles règles obligeant les entreprises forestières à mieux gérer les résidus d'exploitation (« slash ») sur les pentes raides seraient inefficaces. Ces mesures ont été mises en place afin de réduire le risque que les débris soient emportés par les crues lors d'événements météorologiques violents. Une enquête ministérielle avait préconisé de limiter les coupes rases sur les terrains escarpés et vulnérables dans les zones d'exploitation forestière. Certains changements dans le Standard National Environnemental pour les Forêts Commerciales (NES-CF) avaient été entrepris puis suspendus, ne produisant pas les résultats de sécurité promis. Une nouvelle vague de changement dans le NES-CF doit être étudiée afin de fournir une réponse au problème. [RNZ News](#)

Un nouveau cadre réglementaire pour la restauration écologique

Le gouvernement néo-zélandais met en place un cadre visant à développer les marchés volontaires du carbone et de la nature. Celui-ci s'appuie sur un système de certification destiné à renforcer la confiance des acheteurs et des propriétaires fonciers dans les projets de restauration des écosystèmes. Les actions concernées incluent notamment la restauration des zones humides, la plantation d'espèces indigènes, la protection des habitats et la capture du carbone. Le gouvernement reconnaît désormais des standards de certification nationaux et internationaux afin de renforcer la crédibilité des dispositifs environnementaux. Cette initiative permettra également de financer des projets privés sur des terres publiques de conservation, dans le but d'accélérer la protection du climat et de la biodiversité. [Beehive](#)

300 M NZD de droits de douane « réciproques » sur la viande rouge néo-zélandaise exportée aux États-Unis devraient être remboursés

A la suite de la déclaration d'illégalité des droits de douane « réciproques » annoncés lors du *Liberation Day* par le président Trump en 2025, l'administration américaine a ouvert la possibilité pour les opérateurs de demander des remboursements. Les exportateurs néo-zélandais de viande rouge estiment qu'environ 300 M NZD auraient été acquittés auprès des douanes américaines, selon les cas par l'exportateur ou par l'importateur. [Farmers Weekly](#)

PACIFIQUE

Canberra renforce son soutien au Pacifique

Dans le budget 2026-27, le gouvernement a annoncé une hausse nominale de 2 % de son aide publique au développement (APD) destinée au Pacifique, qui atteint 2,2 Md AUD. Le Pacifique représente désormais 42 % de l'enveloppe totale d'aide australienne (5,2 Md AUD), confirmant la priorité stratégique accordée par Canberra à son voisinage régional dans un contexte de compétition d'influence accrue dans l'Indopacifique, notamment avec la Chine. Toutefois, cette progression reste inférieure au niveau de l'inflation observé dans les économies insulaires du Pacifique (estimée à 4,6 %), ce qui se traduit par une baisse de l'aide en termes réels. La part de l'APD dans le budget australien poursuit également son recul, passant de 0,65 % à 0,57 %. Le budget prévoit par ailleurs une réorientation partielle des financements vers les partenariats bilatéraux, les infrastructures et la sécurité régionale, au détriment des contributions multilatérales. [RNZ](#), [DFAT](#)

Les dirigeants du Forum des îles du Pacifique coordonnent une réponse à la crise du carburant

Les dirigeants des pays membres du Forum des îles du Pacifique ont officiellement invoqué la Déclaration de Biketawa afin de soutenir une réponse régionale coordonnée face à la crise mondiale du carburant. Le mécanisme de gestion de crise vise à sécuriser les chaînes d'approvisionnement perturbées par les tensions au Moyen-Orient et à préserver la stabilité économique des États membres. Une taskforce des organisations régionales dédiée à la crise

du Moyen-Orient a également été créée afin de suivre la situation, coordonner les analyses techniques et appuyer la décision régionale. Des réunions des hauts fonctionnaires et des ministres du Forum sont également prévues afin d'en préciser les modalités opérationnelles.

[RNZ News](#), [Fiji Times](#)

Les Tuvalu développent leur toute première politique nationale sur les océans

Le Premier ministre des Tuvalu, Feleti Teo, a annoncé que son pays est en train de finaliser son plan national sur les océans (National Ocean Policy). La politique entrera en vigueur le 8 juin 2026, coïncidant avec la Journée mondiale des océans. [PINA](#)

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
		2025	2025	2025	2026 (p)	2027 (p)	2025	2025			
Australie	27,7 (T3 2025)	1 840	66 352	2,0	2,0	1,7	-2,6	51,0	4,3 (Mars-26)	4,35 (Mai-26)	4,6 (Mars-26)
Nouvelle-Zélande	5,3 (T4 2025)	259	48 621	-0,6	0,2	2,2	-3,7	54,7	5,3 (Mai-26)	2,25 (Avril-26)	3,1 (Mars-26)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab (USD)	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dette publique (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2025	2025	2025	2025	2026 (p)	2027 (p)	2025	2025	2025	2025
Papouasie-Nouvelle-Guinée	12,8	32,5	2 538	5,6	3,8	3,8	14,7	52,1	160	4,0
Fidji	0,9	6,0	6 544	3,2	2,4	2,7	-9,5	78,7	111	-1,4
Îles Salomon	0,8	1,7	2 171	2,7	2,8	2,9	-1,0	28,7	156	3,4
Vanuatu	0,3	1,3	3 826	3,1	3,5	3,2	-10,4	40,9	146	1,7
Samoa	0,2	1,3	6 114	4,2	3,2	2,8	5,7	21,2	122	1,9
Kiribati	0,1	0,4	2 756	4,3	3,1	2,4	-18,8	8,0	140	6,5
Tonga	0,1	0,7	6 869	2,1	2,7	1,3	-5,3	27,4	92	3,2
Micronésie	0,1	0,5	5 263	1,1	0,7	1,1	3,8	8,9	149	3,2
Îles Marshall	0,04	0,3	8 158	2,5	3,7	2,0	9,1	11,8	108	5,5
Palaos	0,02	0,4	19 444	6,3	3,3	2,8	-19,0	62,3	84	0,3
Nauru	0,01	0,2	15 000	2,2	2,1	2,0	2,7	14,6	124	6,1
Tuvalu	0,01	0,1	6 000	2,2	2,5	2,4	29,9	3,6	129	2,0

Sources: FMI et données nationales

À NE PAS MANQUER !

Événements à venir			
Melbourne	27 mai	Closing of the Women in Energy Mentoring Program	<u>Plus d'informations</u> : n'hésitez pas à nous contacter !
Perth	27 mai	ESG in mining: Navigating the new CMSI standards – FACCI	<u>Plus d'informations</u>
Sydney	3 juin	Health and Life Science Roundtable - FACCI	<u>Plus d'informations</u>

Nous contacter : ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Pour recevoir nos brèves directement dans votre boîte mail, [inscrivez-vous en cliquant ici](#).

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra

6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)